

« La réflexion sur nos priorités doit être préalable au choix des personnes »

PS Paul Magnette très critique sur la communication de son président de parti

- ▶ Elio Di Rupo s'est annoncé tête de liste à la Chambre et candidat Premier ministre.
- ▶ Au PS, certains grognent.
- ▶ Ce lundi, il en sera question en bureau de parti.

ENTRETIEN

Le PS tremble sur ses bases. La sortie, jeudi soir sur la RTBF, d'Elio Di Rupo a secoué le parti. Le président entend être la figure de proue de la prochaine campagne des législatives, raison pour laquelle il occupera la tête de liste en Hainaut. Une décision qui le place, de facto, en position de premier ministrable et de premier opposant à Charles Michel. On attendait plutôt le Montois à l'Europe et Paul Magnette dans le rôle de premier de cordée fédéral, afin d'incarner la relève. Depuis jeudi, cela grogne aux différents étages de la maison socialiste. A la veille d'un bureau de parti que l'on annonce orageux, Paul Magnette s'exprime.

Qu'est-ce qui vous décide à vous exprimer maintenant ?

Elio a annoncé jeudi soir sa volonté d'être tête de liste dans le Hainaut. On a vu que, dans les heures qui suivent, cela a suscité un certain nombre de réactions. On n'a pas arrêté de me demander si j'avais été consulté. Elio m'avait informé de sa décision. On peut la comprendre. D'une part, le fédéral, c'est important pour nous. Vu les cinq dernières années marquées par des régressions en matière sociale, de services publics, le fédéral va concentrer une grande partie des discussions. Par ailleurs, dans la dynamique des élections législatives, le Hainaut est extrêmement important : c'est 18 députés sur

les 150 de la Chambre et 40 % des élus du PS à la Chambre sont issus de notre province. De plus, l'essentiel de la carrière politique d'Elio, depuis plus de trente ans, s'est fait au fédéral. Donc, c'est un des hommes politiques les plus expérimentés sur les questions fédérales.

Mais...

S'il y a eu des réactions et des expressions de surprise, voire de mécontentement, c'est moins sur le fond que sur la méthode. Je ne sais pas qui a été consulté. Moi, j'ai été informé de sa décision d'aller au fédéral. Mais ce qui est curieux, c'est de l'annoncer comme ça. Je suis de ceux qui pensent que l'on ne peut pas mener une campagne classique. Le PS a vécu deux années difficiles. On est à un moment de la vie de la société très particulier où tous les repères sont en train de changer. On va avoir aux prochaines élections plusieurs centaines de milliers de nouveaux électeurs. Il y a toute une série de nouvelles problématiques qui apparaissent et s'imposent. J'étais ce matin à la manifestation pour le climat et on constate que c'est devenu une question centrale dans l'agenda politique. Tout cela justifie que l'on ait une réflexion sur le type de campagne que l'on veut mener et les priorités que l'on veut avancer. Et cela doit être préalable au choix des personnes. Bien sûr, les têtes de liste, c'est important, tout comme les élus sortants. Mais on a aussi besoin de s'ouvrir très largement aux jeunes, aux femmes, à la société civile ; de renouer des alliances avec le monde syndical, mutualiste et associatif. Elio lui-même, quand il est devenu président du parti, portait ce message. Et il doit être porté à nouveau.

N'était-ce pas l'occasion d'une transition ? On l'annonçait à l'Europe et vous au fédéral...

La campagne n'est pas le meilleur moment pour organiser

la transition à la présidence du parti. Mais cela pose la question, plus générale, de savoir comment on crée une vraie dynamique collective. Elio m'a proposé de me désigner porte-parole du parti. C'est une fonction que je suis prêt à assumer pour m'impliquer dans la campagne et me battre pour les projets et valeurs que l'on défend. Je suis convaincu qu'on doit être en mesure d'incarner le désir de rupture qui est profondément ancré dans la société. On a déjà avancé un certain nombre de thèmes liés au pouvoir d'achat parce que c'est l'urgence. On le voit bien avec le phénomène des gilets jaunes mais aussi et surtout avec toutes les mobilisations syndicales. Mais cela doit s'inscrire dans une vision de la société porteuse d'une rupture. On doit dire à la fois comment on va partager le gâteau mais aussi comment on va le préparer, faire en sorte qu'il y en ait pour tout le monde et qu'il soit durable. Tant qu'on n'aura pas fait de la question écologique une question sociale – et nous sommes les seuls à pouvoir porter une grande synthèse –, on ne pourra pas susciter un débat montrant que l'on a cette volonté de rupture, ancrée sur un projet ambitieux et crédible.

Certains socialistes craignent qu'avec Elio Di Rupo face à Charles Michel, on assiste à un match de ping-pong entre deux anciens Premiers ministres, à coup de bilans personnels ?

Cela aurait pour effet d'éloigner le citoyen du politique. On est dans un moment de rejet de la classe politique. Le taux élevé d'abstention m'a d'ailleurs fortement marqué lors des élections communales. C'est pour éviter cela que nous devons d'abord définir quelle est la rupture que nous proposons. Et évoquer la question de savoir avec qui on peut la construire. Pour moi, c'est une évidence : jamais on ne fera alliance avec la N-VA. Nous avons besoin d'un nouveau Pacte social

et écologique, pour dire comment on produit de la valeur et de l'emploi de qualité, pour réaliser une vraie transition écologique, en faisant en sorte que tout le monde soit embarqué dans cette transition. Au moment du Ceta, nous avons tout le monde syndical, associatif, mutualiste, les ONG, les agriculteurs... Un soutien très large qui a permis de donner une vision de ce dont on ne veut pas et de la société dont on veut. On doit essayer de reconstruire un projet qui crée cette coalition.

Implicitement, suggérez-vous qu'il faut un autre leadership ?

Non, sinon je le dirais clairement. Je maintiens qu'on doit pouvoir travailler de manière collégiale durant la période électorale. Je suis bourgmestre et j'ai clairement indiqué que je ne souhaitais pas un mandat de député ou de ministre. Mais je suis prêt à être sur une liste pour aider à porter la campagne, le projet et à faire en sorte que nous construissions une vraie majorité de progrès et de rupture. Je pourrais aussi me trouver en position de combat sur la liste fédérale pour la circonscription du Hainaut.

Cela signifie qu'Elio Di Rupo a mis la charrue avant les bœufs ? Cela veut dire qu'il faut sans tarder ouvrir ces débats.

Ce lundi, en bureau de parti ?

J'espère que dans les prochaines semaines, ces questions avanceront. Si on ne réussit pas à créer cette dynamique, on ne parviendra pas à porter une véritable rupture politique en mai prochain. Or le temps presse. ■

Propos recueillis par
PASCAL LORENT